

DIX JOURS À GENÈVE AVEC LES SANS-ABRI



Ils sont près de quatre cents à errer dans les rues. Certains viennent du Valais, de Fribourg, du Jura et de France voisine. Si l'on ajoute les squatters et les solitaires, la population des démunis pourrait avoisiner le millier à Genève. Le sociologue Paul Oberson a vécu dix jours avec ces sans-abri. Il nous livre ses impressions..... 3

Genève agit aussi comme un pôle d'attraction pour les sans-abri de France voisine et de Suisse romande.

Steeve luncker

TRIBUNE
DE GENÈVE

LUNDI
19 DÉCEMBRE 1994

Dix jours avec les sans-abri de Genève. Le pire, c'est la solitude

Ils sont près de quatre cents à errer misérablement dans les rues entre les Eaux-Vives, la Jonction et les Grottes. Certains viennent du Valais, de Fribourg, du Jura et de France voisine. Reportage de Paul Oberson.

Depuis quelques années, Genève connaît, elle aussi, le douloureux problème des sans-abri. Aujourd'hui la situation est loin de s'améliorer. Il est difficile d'estimer le nombre de personnes sans domicile. Les travailleurs sociaux qui gèrent les différents espaces d'accueil parlent de 300 à 400 individus, mais soulignent que ces

chiffres n'incluent que les personnes fréquentant les structures d'assistance, à l'exclusion des solitaires et des squatters. Si on ajoute ces derniers, la population des démunis pourrait avoisiner le millier.

Autre nouvelle donnée, le monde des exclus comprend de plus en plus de jeunes. Les moins de trente ans, qui faisaient

exception il y a quelques années, sont maintenant fortement représentés. Si, comme le souligne le Major Magnin de l'Armée du Salut, certains cas sont liés à l'accoutumance à une drogue dure, la paupérisation des jeunes ne saurait se limiter à cette explication. Pour Noël Constant, éducateur de rue depuis plus de trente ans, «la so-

ciété s'est fragilisée. Aujourd'hui on résiste moins bien à l'accident, à la perte d'un emploi, la jeunesse n'est plus une garantie.» Genève agit aussi comme un pôle d'attraction pour les jeunes de France voisine ou de Suisse romande, qui viennent y tenter leur chance et, parfois, échouent dans ses rues. Cette population d'exclus

vivant en marge du «contrat social» crée une situation pénible à admettre pour la ville de Rousseau.

Paul Oberson, sociologue, a vécu pendant dix jours avec les sans-abri, pour mieux comprendre les raisons de cette exclusion. Il nous livre son reportage, qui sera suivi d'une série de portraits de «gens de la rue».



Une aube comme une autre au «Wagon», refuge provisoire pour les sans-abri.

Enrico Gastaldello/Azzurro Matti

Gare des Eaux-Vives, midi, un jour de décembre. Dans les deux wagons CFF, l'un couchettes, l'autre restaurant, immobilisés depuis une année pour accueillir des sans-abri, la vie suit son cours monotone: Chantal, Charles et James regardent la télévision, José et Jessie dorment encore, Christophe devrait bientôt rentrer, John le musicien est parti jouer dans les trams. Personne n'est surpris quand une voiture s'arrête au bord de la voie désaffectée, la visite était annoncée. En cette période de fête, il est fréquent de voir arriver au Wagon des gens qui viennent apporter les restes de quelques réjouissances trop copieuses. Les visiteurs du jour ont décidé de faire un pas de plus et de s'attabler avec les usagers du Wagon «pour voir, pour discuter, car c'est trop facile d'envoyer un chèque sans essayer de comprendre». Après les premiers verres l'atmosphère se détend, le tutoiement s'instaure et la table prend l'allure d'un repas de famille.

La chute dans le ghetto

Pourtant, peu des locataires du Wagon peuvent se targuer d'avoir une vraie famille. L'éclatement des réseaux traditionnels de solidarité que constituent la famille, les relations d'amitié ou de voisinage précipite la chute des plus vulnérables dans le ghetto de l'exclusion sociale. Personne ne devrait rester au Wagon plus de trois mois. Le lieu se veut le symbole d'un passage vers un ailleurs de meilleur augure. Pourtant certains passa-

gers de ce train immobile y résident depuis plusieurs mois sans que des solutions n'apparaissent. Pour survivre, de nouvelles solidarités se sont créées, entre eux d'abord, puis entre le Wagon et quelques personnes extérieures qui viennent régulièrement boire un verre, partager un moment ou apporter de la nourriture.

Plus de bus ni de journal

François est peintre en lettres. Il loge pour l'instant à la Coulou, un «abri pour sans-abri» ouvert voici huit ans. L'informatisation de sa profession a complètement changé la donne économique. Il y a dix ans, un patron travaillait avec cinq ou dix ouvriers spécialisés. Aujourd'hui l'ordinaire dessine les lettres et un seul employé suffit à abattre le même volume de travail. François s'est retrouvé au chômage, travaillant de temps en temps dans le bâtiment, puis en fin de droit. Ce type de précarité professionnelle s'accompagne souvent d'une réduction sensible de la sociabilité: plus d'argent pour boire un verre ou inviter des amis. «Je n'ai même pas de quoi payer le bus», confie Jean, un ami de François, «pourtant je suis parfois obligé de le prendre». Certaines nécessités quotidiennes ne sont plus possibles, faute de moyens financiers. Prendre le bus, lire le journal, deviennent des gestes de hors-la-loi. Certains sont en procès avec les TPG et risquent des condamnations à l'amende qui peuvent s'avérer extrêmement lourdes pour quelqu'un dont le

viatique tient dans un sac à main.

Désarmés devant cette nouvelle marginalité

Ces dernières décennies de nombreuses prestations furent instaurées en faveur des individus vulnérables: handicapés, personnes âgées... La situation de ces exclus s'est clairement améliorée. Aujourd'hui pourtant l'institution peine à soulager la nouvelle marginalité économique. Le Major Magnin, responsable de l'accueil de nuit et du Centre Espoir de l'Armée du Salut, anticipe une «véritable

bombe sociale». «Encadrer des handicapés, des personnes âgées, des catégories vulnérables, cela, l'institution sait le faire, mais face au problème de cette nouvelle marginalité, nous ne savons comment agir.» Comme le soulignent Noël Constant et son équipe d'éducateurs des rues, «la pauvreté est affective, les liens entre les gens ne sont plus assez solides». Beaucoup se sentent incapables d'affronter les canaux administratifs de l'aide sociale, effrayés d'avance par la pléthore de règlements et de formulaires à remplir. D'autres avouent y

avoir recouru en vain: «J'ai entrepris des démarches auprès de l'Hospice général afin d'obtenir de quoi vivre. Une assistante sociale m'a filé cent francs. J'avais l'impression qu'elle me donnait l'aumône pour que je quitte son bureau», ironise M., un Italien d'origine, domicilié à Genève depuis plus de 15 ans. Selon Robert Cuénod, de l'Hospice Général, «Genève connaît pourtant l'une des structures d'aide sociale les plus denses du monde. Notre institution aide aujourd'hui plus de 300 individus ou familles».

Un revenu minimum dès janvier

A l'heure actuelle, une personne dans le besoin ne jouit d'aucun droit à l'assistance. L'octroi d'une aide se fait au cas par cas et celle-ci est remboursable. Cette situation changera avec l'introduction, dès le mois de janvier, d'un Revenu Minimum Cantonal d'Aide Sociale (R.M.C.A.S.), qui s'élèvera à 1151 franc par mois, plus une aide au coût de logement dont le plafond n'est pas encore fixé.

H. attend avec espoir l'instauration de ce nouveau système. Il y a quatre ans, il s'est retrouvé à Genève, fuyant un père caractériel et de graves problèmes familiaux. Sans formation, il ne trouve aucun emploi. «Quand tu es en fin de droit, tu deviens suspect pour les employeurs. Ils se disent que si tu n'as rien trouvé, c'est que tu bosses mal et préfèrent embaucher quelqu'un qui vient de perdre sa place. Ne pas avoir d'adresse pose un problème supplémentaire. Impossible de te téléphoner. Quand un chef du personnel me demande où j'habite, je sais déjà que je n'aurai pas le job. Avec le R.M.C.A.S. je vais pouvoir me refaire, trouver un logement, me payer une école pour avoir une formation et recommencer une vie normale, aller de temps en temps au ciné ou boire un verre dans un café...»

Paul Oberson □

Des squats pour éviter la rue

Une cahute de planches jaunes, quelques marches qui enjambent une fenêtre, une trappe ouverte dans le sol et un robuste escalier pentu autorisent l'accès à la cave. L'Escobar, bistrot de squat, vient de rouvrir ses portes. Assis à l'une des rares tables, José et Jessy regardent danser la foule bigarrée de ce jour d'Escalade. Tous deux vivent au «Wagon». Ils partagent le même compartiment. «Quand on a un peu d'argent, si on sort boire une bière, on va à la Tour ou à l'Escobar. Ailleurs c'est trop cher.»

Les squats représentent l'un des ponts reliant encore le monde des sans-domicile-fixe et le reste de la société. Les bars des maisons occupées sont parmi les rares lieux où S.D.F., étudiants, artistes, noctambules se rencontrent, où existe un brassage social dont les plus défavorisés ne sont pas exclus. «L'année passée j'ai rencontré une vingtaine de personnes en fréquentant l'Escobar, dont certaines que je vois encore aujourd'hui», explique Christian en souriant. Il

vient d'avoir 27 ans et vit depuis trois ans dans les rues de la ville, avec deux copains du même âge.

Comme le souligne Michel Rossetti, conseiller administratif à la tête des affaires sociales de la Ville: «La politique de tolérance menée par les autorités vis-à-vis des squats a été une démarche intelligente et a évité une surpopulation des structures d'accueil des sans-abri tout en permettant aux personnes économiquement défavorisées de s'assumer d'une façon indépendante», opinion que confirme le Major Magnin: «S'il n'y avait pas les squats, il y aurait beaucoup d'autres difficultés, bien que les squats puissent être la cause d'autres types de problèmes.» La multiplication des occupations de maisons vides à Genève a permis à toute une population d'éviter la rue.

P. O. □

Lire aussi en page 4

ETCÆTERA

PAIN ET CIGARETTES
Pour survivre, la solidarité est la règle. Il est extrêmement rare de voir un sans-abri refuser de partager son pain ou ses cigarettes.

PRENDS MON LIT

A la «Coulou», Fali propose spontanément à un nouveau venu de prendre son lit et passe la nuit à même le sol.

LIGNE DE FRONT

Une véritable ligne de front sépare les personnes sans domicile du reste de la société. A Genève, les espaces où ces deux mondes se côtoient sont extrêmement rares.

OUBLI

«On ne parle de nous qu'à la période des Fêtes. Pourtant nous ne disparaissions pas après Noël.»

DEMAIN

Max parle de sa vie au «Car Touche», un bus d'accueil installé sur la plaine de Plainpalais.